

Sommet Social Tripartite (1.3.12)

Au lendemain de la Journée d'action européenne, la Confédération européenne des syndicats (CES) a participé au Sommet social tripartite sur l'emploi et à la croissance. La délégation syndicale européenne s'est adressée directement aux dirigeants nationaux pour leur demander de changer de cap d'urgence. Elle a appelé à un plan de relance européen pour développer une économie durable et créer des emplois de qualité. Les partenaires sociaux doivent être impliqués dans toute politique relevant du marché du travail. Il est donc primordial que leur autonomie soit respectée.

La CES se félicite que l'emploi soit à l'ordre du jour du Sommet social tripartite. Cependant, le syndicat européen met sérieusement en garde contre les solutions que les dirigeants européens ont proposées jusqu'aujourd'hui. En effet, leur réponse à la crise de l'emploi et de la croissance consiste toujours en recommandations de réformes structurelles du marché du travail caractérisées par la modération salariale et une dérégulation de la protection de l'emploi, combinées à la libéralisation du marché unique. Cette approche, couplée à une austérité soutenue, ne contribue guère à résoudre l'urgent défi de stimuler l'économie pour assurer une croissance durable et créer les emplois de qualité.

Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES a déclaré : « *La déréglementation et la flexibilisation sont souvent avancées comme les voies royales pour créer de l'emploi. Ces solutions risquent, au contraire, de précariser davantage l'emploi, de détériorer les conditions de travail et d'affaiblir l'économie. Concernant l'emploi des jeunes, le recyclage des fonds existants et le saupoudrage ne suffisent pas. L'emploi des jeunes est une priorité absolue et doit faire partie d'une stratégie plus large de l'emploi en général. Les accents doivent être mis sur le développement de nouveaux secteurs fondés sur une stratégie industrielle européenne, sur des outils tels qu'une taxe sur les transactions financières et les euro-obligations ainsi qu'une fiscalité plus équitable. Le syndicat européen demande un engagement réel pour des politiques actives du marché du travail dont la finalité doit être l'emploi de qualité et la justice sociale. C'est ce que les syndicats ont demandé avec force hier dans toute l'Europe* ».

Les partenaires sociaux doivent être partie prenante pour toutes les décisions concernant le marché du travail. Or, les attaques contre l'autonomie des partenaires sociaux dans un certain nombre de pays est un sujet de préoccupation majeure pour la CES. C'est une atteinte directe contre la démocratie.

Lien vers la fiche thématique sur le Sommet social tripartite : <http://www.etuc.org/a/535>

La Confédération européenne des syndicats (CES) parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 84 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 12 fédérations sectorielles.